

L'ampleur du programme de guerre du Canada ressort plus clairement de la valeur des contrats adjugés par le Gouvernement par l'entremise du Ministère des Munitions et Approvisionnements et des organismes antérieurs. Le grand total des contrats de juillet 1939 à mars 1942 est de \$3,447,000,000. Les contrats pour le compte du Canada sont évalués à \$2,047,000,000, tandis que pour \$1,219,000,000 de commandes ont été faites pour le compte de l'Angleterre. Le reste a été affecté à des travaux de construction en vertu du Programme d'Entraînement Aérien du Commonwealth Britannique et à des fins diverses. Les contrats pour le compte des services armés du Dominion seulement s'établissent à \$317,000,000 au cours des quatre premiers mois de 1942.

La plupart des influences de nature à augmenter le revenu national étaient en jeu au cours de la période sous observation. L'expansion de l'activité économique et plus spécialement l'augmentation de l'emploi ont causé une augmentation marquée du revenu national et, partant, du pouvoir national d'épargne.

Les principaux stimulants sont l'expansion de la production de marchandises durables et de munitions, le commerce d'exportation, le financement des déficits du Gouvernement du Dominion et les ressources monétaires. La guerre a porté le revenu national à son plus haut point de toute l'histoire économique du Canada.

Agriculture.—L'agriculture continue, au cours de la première partie de l'année sous observation, de jouer un rôle de plus en plus important en assurant aux Nations Unies les denrées alimentaires dont elles ont le plus besoin. Des dispositions sont prises pour intensifier davantage l'effort agricole au cours de la saison de 1942. Le fait saillant de ce programme a été l'augmentation de la production de bestiaux et de produits animaux, particulièrement de porc, de fromage, de beurre et d'œufs. (Voir pp. 187-188.)

Le problème de la main-d'œuvre a eu pour effet de restreindre la production agricole, mais des dispositions ont été prises pour assurer à cette industrie la plus grande part possible des effectifs mobilisables de la nation sans nuire à l'effort total de guerre. L'Office du Ravitaillement en Produits Agricoles a continué ses efforts dans le but d'assurer à l'agriculture des approvisionnements suffisants de matières premières telles que les instruments agricoles, l'étaim et les récipients.

Les ventes de bestiaux, qui augmentaient depuis le début des hostilités, continuent leur avance au cours des premiers mois de 1942. L'indice des ventes aux parcs à bestiaux passe à 102·8 au cours des quatre premiers mois en regard de 97·9 au cours de la même période en 1941. L'indice des abatages inspectés accuse un gain de 6·6 p.c. pour toucher 138·7 dans la même comparaison. Le relevé du nombre des bestiaux et des projets des fermiers au commencement de décembre indique que la tendance restera à la hausse au cours de l'année actuelle. La fabrication de fromage est normalement peu considérable durant l'hiver, mais la production au cours des cinq premiers mois de 1942 est de 107·7 p.c. plus élevée que celle de la période correspondante l'année précédente. De meilleurs prix encouragent les fromageries de plusieurs régions à continuer leurs opérations durant l'hiver.

La politique du blé n'a que peu varié en comparaison de l'année précédente et la nouvelle législation a eu nettement pour résultat d'augmenter les superficies en grains fourragers et de diminuer celles en jachères d'été. La législation de contrôle des prix a eu pour effet en quelque sorte de stabiliser les prix des produits agricoles, bien que dans plusieurs cas ces prix échappent au plafonnement. Là où les prix ont été jugés trop peu élevés pour déterminer une augmentation de la production, diverses formes de subventions ont été accordées. Il en a été ainsi dans le cas du